



Assemblée

Distr. générale
26 juin 2020
Français
Original : anglais

Vingt-sixième session

Kingston, 27-31 juillet 2020

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

**Élection destinée à pourvoir un siège devenu vacant
à la Commission des finances, conformément
aux dispositions du paragraphe 5 de la section 9
de l'annexe de l'Accord relatif à l'application
de la partie XI de la Convention des Nations Unies
sur le droit de la mer du 10 décembre 1982**

Élection destinée à pourvoir un siège devenu vacant à la Commission des finances, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la section 9 de l'annexe de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982

Note du Secrétaire général

1. L'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins est invitée à prendre note du fait que Ahila Sornarajah (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), membre de la Commission des finances, a démissionné avec effet au 1^{er} mai 2020. M^{me} Sornarajah avait été élue membre de la Commission par l'Assemblée à sa vingt-deuxième session, pour un mandat de cinq ans commençant le 1^{er} janvier 2017 et prenant fin le 31 décembre 2021 (voir [ISBA/22/A/14](#)).

2. Le paragraphe 5 de la section 9 de l'annexe de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 dispose qu'en cas de décès, d'empêchement ou de démission d'un membre de la Commission des finances avant l'expiration de son mandat, l'Assemblée élit pour achever le terme du mandat un membre appartenant à la même région géographique ou au même groupe d'États.

3. Dans une note verbale datée du 1^{er} mai 2020, le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni a informé le Secrétariat de l'Autorité que la candidature de Philip Dixon était proposée pour pourvoir le siège laissé vacant par M^{me} Sornarajah à la Commission jusqu'au terme du mandat, le 31 décembre 2021. Le curriculum vitae de M. Dixon est joint en annexe à la présente note.

* [ISBA/26/A/L.1](#).



Annexe

Curriculum vitae***Philip Dixon (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)****Formation**

MA in Jurisprudence (Law) MA (Hons) (Oxon) – Somerville College, Oxford University (2000-2003)

Legal Practice Course (Distinction) – Nottingham Law School (2003-2004)

Expérience professionnelle**Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth Depuis février 2013**

Conseiller juridique adjoint, Direction juridique Depuis décembre 2019

- Conseiller sur des questions maritimes et des questions de droit de la mer et sur des questions de droit constitutionnel et de droit international concernant des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni.

Premier secrétaire (juridique), Mission permanente du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York Septembre-novembre 2019

- Détachement de courte durée.
- Représentant du Royaume-Uni à la Sixième Commission de l'Assemblée générale.
- Conseiller sur de multiples résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Conseiller juridique et Chef de l'équipe Droit international, Ambassade britannique, La Haye Août 2016-septembre 2019

- Orientation stratégique et direction des relations du Royaume-Uni avec les institutions juridiques internationales sises à La Haye, notamment la Cour pénale internationale (CPI), la Cour internationale de Justice, le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, les Chambres spécialisées du Kosovo et le Tribunal spécial pour le Liban.
- Participation à des réunions internationales, prises de parole au nom du Royaume-Uni, négociation de résolutions et de modifications de règlements et de traités, et questions de gouvernance et de réforme ; coprésident du groupe de travail de la CPI sur la gouvernance.
- Examen et négociation des budgets annuels de la CPI, de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) et de la Conférence de La Haye de droit international privé. Membre du groupe de travail sur l'examen de la rémunération des juges (CPI) et du groupe de travail sur l'examen du budget (CPA).

Conseiller juridique adjoint, Direction juridique Février 2013-juillet 2016

- Conseiller sur des questions de droit diplomatique, de droit conventionnel et de droit de la mer et sur des litiges de droit interne soulevant des questions

complexes de droit public, de droit international, de droits de l'homme et de droit européen.

- Participation à de nombreuses réunions et négociations internationales bilatérales et multilatérales, notamment à l'Autorité internationale des fonds marins (sessions annuelles de 2013 à 2016), au Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, à l'Union européenne et à la Cour européenne des droits de l'homme (réunions portant sur des questions juridiques).

Government Legal Department

**Décembre 2008-
janvier 2013**

Avocat, équipe Sécurité nationale et lutte contre le terrorisme Octobre 2009-
février 2013

- Conseiller sur des litiges sensibles et médiatisés entre administrations publiques soulevant des questions de sécurité nationale et de droits de l'homme.

Avocat, équipe Immigration

*Décembre 2008-
octobre 2009*

- Avocat.

Hempson Solicitors, Londres

**Avril 2007-
novembre 2008**

- Activité contentieuse et services de conseil pour le National Health Service, des associations caritatives et des particuliers.

Allen & Overy LLP, Londres et Rome

**Mars 2005-
mars 2007**

- Avocat stagiaire.

Autres compétences

Connaissances linguistiques

- Français (avancé)